



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société Akzo Nobel Décorative Paints France
de respecter certaines prescriptions applicables à son établissement de Montataire.

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511, qui prévoit les dispositions suivantes dans ses articles indiqués ci-après :

• Article 28 :

« Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponibles :

- *date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;*
- *volume du réservoir ;*
- *matériaux de construction, y compris des fondations ;*
- *existence d'un revêtement interne et date de dernière application ;*
- *date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;*
- *liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;*
- *dates, types d'inspection et résultats ;*
- *réparations éventuelles et codes utilisés.*

Pour les réservoirs qui ne disposent pas d'un tel dossier de suivi, celui-ci est à réaliser avant le 31 décembre 2011. »

• Article 29-1 :

« Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.

Ce plan comprend :

- *des visites de routine ;*
- *des inspections externes détaillées ;*

- *des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection. »*

- **Article 29-3 :**

« Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.

Ces inspections comprennent a minima :

- *une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;*
- *une inspection visuelle de l'assise ;*
- *une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;*
- *un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;*
- *une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;*
- *l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;*
- *des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.*

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication. » ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation qui prévoit les dispositions suivantes dans ses articles indiqués ci-après :

- **Article 1 :**

« Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation. »

- **Article 6 :**

« L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Pour les ouvrages mis en service avant le 1^{er} janvier 2011 :

S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention :

- *l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ;*

- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012.

S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013.

Pour les ouvrages mis en service à compter du 1^{er} janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service. »

- Article 7 :

« L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

Par ailleurs, pour les mesures de maîtrise des risques mettant en œuvre de l'instrumentation de sécurité dont il apparaît, lors de l'état initial, qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement, un tel contrôle est réalisé avant le 30 juin 2014.

Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en service avant le 1^{er} janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2013 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2014.

Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en services à compter du 1^{er} janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service. »

- Article 8 :

« L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;
- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;
- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- *l'état initial de l'équipement ;*
- *la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;*
- *les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;*
- *les interventions éventuellement menées.*

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées. »

Vu les actes administratifs réglementant le fonctionnement de la société Akzo Nobel Decorative Paints France sur la commune de Montataire, Zone Industrielle Les Bas Prés – BP 70113, et notamment les arrêtés préfectoraux d'autorisation des 11 mai 1992 et 20 juin 1997 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées consignant les constats effectués lors de la visite d'inspection du 13 mai 2016 sur le site de Montataire et transmis à l'exploitant par courrier du 11 août 2016, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de la société Akzo Nobel Decorative Paints France faisant suite à la transmission du projet d'arrêté précité ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 13 mai 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté :

- que la société Akzo Nobel Decorative Paints France ne dispose pas, pour ses ouvrages ou équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles, de dossiers précisant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles, les interventions éventuellement menées ;
- que la société Akzo Nobel Decorative Paints France n'a pas réalisé l'état initial mentionné aux articles 6 et 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;
- que la société Akzo Nobel Decorative Paints France n'a pas réalisé les programmes d'inspection ou de surveillance et les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 6 à 7 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé et à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;
- que la société Akzo Nobel Decorative Paints France n'a pas mis en œuvre les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 6 à 8 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé et à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;
- que la société Akzo Nobel Decorative Paints France n'a pas défini, dans son système de gestion de la sécurité, les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- des articles 1 à 8 de l'arrêté ministériel l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- des articles 28 et 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Akzo Nobel Decorative Paints France de respecter les dispositions des arrêtés ministériels des 3 octobre 2010 et 4 octobre 2010 susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} :

La société Akzo Nobel Decorative Paints France, spécialisée dans la formulation de peinture et de revêtement sur la commune de Montataire, Zone Industrielle Les Bas Prés, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 6 à 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 et des articles 28 et 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 dans les conditions suivantes :

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté : élaborer le dossier des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels susvisé et des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables susvisé ;
Chaque dossier précise : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté : réaliser l'état initial des équipements mentionnés aux articles 6 à 7 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé et de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé ;
- dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté : réalisation des programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé et de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé ;
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté : mise en œuvre des plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 6 à 7 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé et la réalisation des inspections externes détaillées prévues par l'arrêté 3 octobre 2010 susvisés qui pourront être réalisés dans un délai de huit mois .

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais fixés par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Montataire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 19 OCT. 2016

Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Blaise GOURTAY

Destinataires

Société Akzo Nobel Decorative Paints France
29, rue Jules Uhry
60160 THIVERNY

M. le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

M. le maire de Montataire

M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

M. l'inspecteur de l'environnement
s/c de M. le chef de l'unité départementale Oise de la direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

